

Nord Eclair - 11/01/2008

Sarkozy à Lille : vœux et doléances de la région



Nicolas Sarkozy est aujourd'hui à Lille pour présenter ses vœux aux fonctionnaires. Une cérémonie « délocalisée » dans une région sous-administrée, où les attentes vis-à-vis de l'État sont fortes dans tous les domaines.

MATTHIEU MILLECAMPES > Logement. Alors que 2008 marque l'entrée en vigueur du droit au logement opposable, et malgré les programmes de démolition-reconstruction dans le cadre de la rénovation urbaine, c'est un dossier en souffrance. Le manque de logements sociaux et très sociaux pèse sur toute la chaîne, provoquant un engorgement des structures d'hébergement. En 2007, on comptait ainsi plus de 115 000 demandes de logement sur les listes d'attente des offices HLM, pour un délai moyen de plus d'un an. Eric Delhaye, président du Samu social de Lille, accueille en centre d'hébergement une partie de ceux qui figurent sur ces listes. « **Il faut que le programme de construction de logements prenne réellement son essor. Pour l'instant, il y a plus de destructions que de constructions, juge-t-il. L'État doit veiller à ce que les financements soient octroyés aux communes pour remplir des objectifs de construction de logements très sociaux, ceux dont on manque le plus.** » Marc-Philippe Daubresse, député-maire UMP de Lambersart et ex-secrétaire d'État au Logement, a d'ailleurs prévenu de la nécessité d'un fort engagement de l'État (notre édition du 20 décembre 2007) : « **si l'État ne lance pas un nouveau plan sur le logement, les constructions vont rediminuer l'an prochain.** » Santé. Avec l'espérance de vie la plus basse de France (3,1 ans en moins pour les hommes par rapport à la moyenne nationale, 2,6 ans pour les femmes) et une triste collection de records de tous les types de cancer et maladies cardiovasculaires, l'état sanitaire du Nord – Pas-de-Calais est plus qu'inquiétant. Un handicap qui n'empêche pas la région d'être parmi les plus touchées par le déficit de personnel médical : 30 % de spécialistes en moins dans la région par rapport à la moyenne nationale. Cette situation a d'ailleurs poussé Nicolas Sarkozy à faire sa première visite en tant que président de la République dans la région (à Dunkerque) sur le thème de la santé. « **Il faut donner des moyens à l'hôpital. Il faut réformer l'hôpital, la carte hospitalière, l'organisation des soins** », avait-il alors enjoint. Une réorganisation critiquée notamment par les urgentistes de l'hôpital public, en grève depuis trois semaines. En plus du paiement de leurs heures supplémentaires, ils demandent un réaménagement de la tarification à l'acte qui prenne en compte l'exigence d'une permanence médicale. « **Nous voulons revaloriser le temps passé auprès des malades, que le temps de présence des médecins soit réellement compté**, insiste le Dr Régis Garrigue, urgentiste et porte-parole de l'Amuhf dans le Nord. **Bachelot est ministre des Sports. Elle a passé plus de temps dans les vestiaires avec Chabal que dans les hôpitaux. Et elle n'a aucune marge de manoeuvre. Nicolas Sarkozy, je ne lui souhaite rien pour 2008, parce qu'il a déjà tout. Je souhaite que le chef de l'État gère l'État et que nous puissions, dans les ministères, être face à des gens compétents. Que l'on cesse de tout centraliser à l'Élysée.** » Éducation. S'il est un vœu qui semble plus que largement partagé par les syndicats, c'est celui de mettre fin aux suppressions de postes dans l'Éducation nationale. Après les 701 postes supprimés en septembre dernier, les prévisions pour la rentrée 2008 sont équivalentes. « **Au cours des cinq dernières années, nous avons perdu 2 000 postes dans le Nord – Pas-de-Calais et on nous annonce 687 suppressions à la rentrée prochaine**, souligne Rudi Cardot, de l'Unsa-Éducation. **Dans le secondaire, on a perdu 2,54 % des postes alors que, dans le même temps, le nombre d'élèves a baissé de 1,86 %. Et on nous annonce une baisse de 10 % des postes ouverts aux concours !** » Environnement. L'événement qui aura le plus marqué l'après-Grenelle de l'environnement, dans la région, a été l'enterrement quasi officiel du projet d'A24 de contournement de la métropole lilloise. Mais, pour les militants environnementalistes, il y a encore loin de la coupe aux lèvres.

« **Nous sommes ravis que l'A24 ait été enterrée, mais nous attendons la mise en place d'une vraie politique de mobilité**, souligne Marie-Christine Blandin, sénatrice Verte. **Il y a un retard dans l'exécution des engagements pris à l'occasion du Grenelle, qui peut se comprendre.**

Mais on a pu avancer rapidement sur le BTP, sur l'automobile, beaucoup moins sur les OGM et sur la biodiversité. Le risque, c'est que le Grenelle ne serve qu'à alimenter des filières industrielles. » L'élue, qui coprésidait l'intergroupe « OGM » au cours du Grenelle, estime également qu'il faut que « **l'État travaille avec les associations pour préparer l'argumentation de la clause de sauvegarde sur les OGM, faute de quoi, l'Europe la refusera** ». •